

15 octobre 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration du Président de la République devant le Conseil européen

Bonjour, Messieurs-Dames.

Nous nous retrouvons donc pour un sommet européen ce jeudi et ce vendredi à Bruxelles, d'abord pour parler, et nous le ferons demain matin, de l'épidémie de Covid qui se répand à travers l'Europe dans le cadre de cette deuxième vague et s'intensifie de manière croissante. J'étais amené hier à annoncer une série de décisions pour la France, mais nous pouvons nous féliciter que l'Europe se coordonne mieux pour cette deuxième phase. Et donc plusieurs éléments de coordination ont été décidés cette semaine, c'est-à-dire une carte commune, des règles communes, des seuils, des critères pour permettre justement à notre Europe de continuer à fonctionner, à avancer, à se protéger face à cette épidémie et protéger l'ensemble de nos concitoyens, sans pour autant que le marché intérieur ne soit totalement bloqué comme nous l'avons connu lors de la première phase. C'est une avancée de méthode qui est importante, mais qui ensuite se déclinera dans chaque pays pour ce qui nous concerne. Nous ferons aussi un point sur la stratégie de vaccins, donc de recherche et d'acquisition de vaccins en commun. Je pense que c'est un point extrêmement important qui était attendu de nous et de nos concitoyens.

Nous aurons, et c'est le deuxième objet de ce conseil, une discussion sur les négociations des relations futures entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire la suite, en quelque sorte, de l'accord de retrait et du Brexit. Sur ce sujet, je veux être ici très clair. Nous savons les points qui restent à discuter et les points qui, aujourd'hui, n'ont pas encore trouvé une solution : la pêche. En aucun cas nos pêcheurs ne sauraient être les sacrifiés de ce Brexit. Nous n'avons pas choisi le Brexit, c'est le choix du peuple britannique, et donc préserver l'accès de nos pêcheurs aux eaux britanniques, permettre de trouver un bon compromis pour nos pêcheurs, et je parle de tous les pays d'Europe qui sont concernés, dont la France, est un point important de cette discussion pour nous. Le deuxième élément, c'est d'avoir des conditions équitables entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne, c'est-à-dire nous assurer que nous avons un même niveau de jeu pour ce qui est des aides d'Etat et des réglementations, en particulier sociales et environnementales. Les conséquences du Brexit, ça ne saurait être de créer du dumping environnemental ou social à nos frontières. Sur ce sujet, nous devons aussi trouver un accord. Ce sera l'objet de la discussion que nous aurons cet après-midi, repréciser le mandat de Michel BARNIER, permettre dans les prochaines semaines de finaliser sur cette base un accord de relations futures. Je vais être très clair. Cet accord ne saurait se faire à tout prix. Si ces conditions ne sont pas remplies, il est possible que nous n'ayons pas d'accord. Nous nous y sommes préparés. La France y est prête. Nous avons pris des textes réglementaires. Nous sommes en train de finaliser les dispositions qui sont à prendre dans tous les secteurs. Le Premier ministre a encore fait cette semaine une réunion de ministres sur ce sujet. S'il n'y a pas des bons termes qui sont trouvés à l'issue de la discussion, nous sommes prêts à un non-accord pour les relations futures.

Nous aurons également à discuter de nos ambitions climatiques lors de ce sommet, ce qui est extrêmement important avant la fin d'année, le rendez-vous des 5 ans de l'Accord de Paris, qui sera le 12 décembre prochain. Sur ce sujet, la France a, une fois encore, initié un texte. Nous sommes dix signataires pour une ambition climatique qui est celle d'atteindre au moins 55 % de réduction d'émissions à horizon 2030 de CO2. Nous souhaitons, là aussi, confirmer cet engagement et ensuite, évidemment, les mesures à prendre au niveau européen et au niveau national. J'espère que la discussion de ce soir permettra de réunir l'ensemble des Etats-membres autour de cette ambition.

Demain matin, nous aurons à discuter également de sujets internationaux, l'Afrique, et préparer notre sommet de décembre. Là-dessus, je réaffirmerai à quel point il est important de poursuivre les initiatives prises ces

derniers mois à l'égard de l'Afrique, soutien sanitaire pour un continent qui a besoin justement d'être soutenu et accompagné, soutien aussi financier, en particulier confirmer notre moratoire sur la dette et les annulations de dette qui permettront à l'Afrique de faire face au défi social et économique post-Covid. Nous aurons l'occasion de revenir sur la Turquie et le conflit au Haut-Karabakh. Je ne veux pas ici en dire davantage, mais nos discussions de demain, à coup sûr, traduiront l'exigence qui doit être la nôtre compte tenu des événements récents. Enfin, sur les sanctions qui ont été prises ces derniers jours à l'égard de plusieurs responsables russes suite à l'affaire NAVALNY, je veux ici redire, en soutien plein et entier avec l'Allemagne, que nous avons donc conduit des investigations qui ont permis de caractériser ce qui s'était passé, cette tentative d'assassinat. Nous avons caractérisé ce qui était une agression chimique et nous restons attachés, nous, Européens, à la lutte contre les armes chimiques et en soutien plein et entier, en coopération avec l'Allemagne, nous avons donc poussé pour, en effet, que ces sanctions soient prises. C'est toujours le même chemin, celui d'un dialogue transparent mais exigeant avec la Russie, auquel je crois. La Russie est notre voisin, la Russie partage ce continent, mais nous ne saurions céder, renoncer à nos principes et nos ambitions, en particulier quand il s'agit des armes chimiques.

Voilà ce que je voulais vous dire avant de commencer ce Conseil dans quelques instants. Merci à vous.